

SECRÉTARIAT D'ÉTAT,
25 juin 1874.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dépêche (No. 39,) du 9 de ce mois, transmettant copie d'une minute de votre conseil exécutif et d'un télégramme à votre adresse de l'honorable ministre des Travaux Publics, et aussi d'un télégramme par vous adressé au Secrétaire d'Etat en réponse, au sujet de la mission de M. J. D. Edgard, auprès du gouvernement de la Colombie-Anglaise, relativement au chemin de fer du Pacifique.

J'ai, etc.,

ÉDOUARD LANGEVIN,
Sous-Secrétaire d'Etat.

A Son Honneur
Le Lt.-Gouverneur
de la Colombie-Britannique,
Victoria.

(No. 46.)

COLOMBIE-ANGLAISE,
26 juin 1874.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dépêche du 10 de ce mois en réponse à la mienne (No. 28) du 18 mai, et m'informant que la minute du conseil exécutif que ma dépêche disait renfermer ne vous est pas parvenue.

Je vous transmets un duplicata de cette minute du conseil et du télégramme qui vous a été envoyé à son sujet.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,
Votre obéissant serviteur,
JOSEPH W. TRUTCH.

L'honorable
Secrétaire d'Etat, Ottawa.

RAPPORT d'un comité de l'honorable conseil exécutif approuvé par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur le 18 mai 1874.

Vu le mémoire (du 16 mai 1874) de l'honorable procureur-général, recommandant que S. E. le Lt.-Gouverneur soit respectueusement prié de demander par télégramme à l'honorable Secrétaire d'Etat si aucune des propositions qui ont pu être faites par James D. Edgar au nom du gouvernement fédéral sera considérée obligatoire pour lui, et si ce monsieur est autorisé à entrer en négociation avec ce gouvernement, le comité est d'avis qu'il soit adhéré à cette recommandation.

Pour copie conforme,

W. J. ARMSTRONG,
*Ministre des Finances et de l'Agriculture et
Président du Conseil.*

Copie certifiée fidèle à l'original,

JOHN ASH,
Secrétaire-Provincial.

[Télégramme]

VICTORIA, 10 mai 1874.

Mes ministres demandent que l'on m'informe si M. Edgar est autorisé à négocier avec ce gouvernement, et si les propositions faites par lui au nom du gouvernement fédéral seront par lui considérées obligatoires.

JOSEPH W. TRUTCH,
Lieutenant-Gouverneur.

L'HON. R. W. SCOTT,
Secrétaire d'Etat,
Ottawa, Canada.